

<http://pedagogie.ac-limoges.fr/ses/spip.php?article1190>



**ACADÉMIE
DE LIMOGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Qu'est-ce qu'une problématique ?

- Les épreuves du baccalauréat -

Date de mise en ligne : dimanche 3 mars 2013

Copyright © SES Limoges - Tous droits réservés

Extraits de « *La dissertation économique aux concours* », Jean ETIENNE et René REVOL, *Cursus*, Armand Colin (3e édition), 2008.

Sommaire

- [La problématique](#)
- [Qu'est-ce qu' 'une problémat](#)
- [Qu'est-ce qu' 'une bonne](#)
- [Comment problématiser ?](#)

La problématique

On s'accorde à reconnaître qu'une bonne dissertation nécessite, au minimum, un fil conducteur, une progression dans l'argumentation, bref une certaine unité. La problématique ne se réduit cependant pas à cette seule exigence. Elle fait appel à une démarche intellectuelle plus complexe qui n'est que trop rarement explicitée et que nous nous proposons d'explorer à travers une triple interrogation : qu'est-ce qu'une problématique ? Qu'est-ce qu'une « bonne problématique » ? Comment procéder pour problématiser un sujet ?

• Qu'est-ce qu' 'une problématique ?

La problématique est définie dans le dictionnaire Robert comme « l'art de poser les problèmes ». Problématiser, c'est donc être capable d'interroger un sujet pour en faire surgir un ou plusieurs problèmes. Au-delà, l'élaboration d'une problématique suppose la capacité à articuler et à hiérarchiser ces problèmes.

Le problème se définit lui-même comme une question que l'on se propose de résoudre mais qui prête à discussion. Problématiser devient donc, d'une certaine manière, l'art de poser les questions pertinentes, celles susceptibles de faire émerger des débats féconds. Cette capacité à produire un questionnement efficace est fondamentale et relève de l'attitude même de l'activité scientifique telle qu'elle est définie par un auteur comme Lévi-Strauss par exemple : « Le savant n'est pas celui qui donne les bonnes réponses mais celui qui pose les bonnes questions. » Tout libellé de dissertation doit donc pouvoir être reformulé sous forme d'une ou plusieurs questions articulées. C'est le premier temps de l'élaboration de la problématique. Le second temps consistera à organiser une stratégie argumentative permettant de répondre de manière cohérente à l'ensemble de ces questions.

• Qu'est-ce qu' 'une bonne problématique ?

Qu'est-ce qu'une problématique ?

On peut concevoir des problématiques très différentes pour un même sujet. Cela ne signifie pas pour autant que toutes les problématiques sont équivalentes, qu'elles ont la même valeur heuristique. S'il est difficile de définir une problématique « modèle », il est cependant possible d'avancer quelques critères de hiérarchisation.

Une bonne problématique est d'abord englobante. Elle permet de traiter de manière articulée les principaux aspects du sujet, tels qu'ils ressortent de l'analyse de l'énoncé. Elle donne donc au sujet son extension maximale. Au contraire, une problématique partielle ne traite qu'une partie du sujet et accorde généralement une part trop importante à ses aspects périphériques. En ce sens, elle est donc insatisfaisante. Illustrons par un exemple l'application de ce premier critère. Soit le sujet : « Contrainte extérieure et politique économique » proposé à de nombreux concours depuis une vingtaine d'années. À première vue, cet énoncé renvoie à une question canonique que l'on pourrait formuler ainsi : dans quelle mesure les politiques de relance de l'activité économique viennent-elles buter sur le déficit de la balance commerciale ? Cette reformulation commande une réponse relativement classique : dans une première partie, on peut montrer que les risques d'un accroissement du déficit de la balance commerciale limitent les marges de manœuvre des gouvernements en matière de politique de relance ; dans une seconde partie, on relativise cette vision pessimiste en mettant en évidence des possibilités de desserrer la contrainte extérieure par la pratique d'une relance sélective ou concertée.

Une telle problématique est acceptable, mais reste toutefois partielle. L'exploration des différentes dimensions de chacun des concepts du sujet permettra de lui donner une amplitude plus grande. D'abord, on mettra en évidence que la contrainte extérieure n'est pas seulement commerciale mais aussi monétaire et financière. Un pays contraint commercialement peut très bien, d'ailleurs, ne pas l'être sur le plan monétaire ou financier (exemple des États-Unis). Ensuite, on envisagera les différentes formes de politiques économiques : pas seulement les politiques de relance de la demande mais aussi les politiques de l'offre qui visent à accroître la compétitivité des entreprises, même si leur visée est plus structurelle. Enfin, on prendra en considération les effets de composition, au niveau international, des différents choix de politique économique : la politique menée par chaque pays peut avoir des effets positifs (relance) ou négatifs (rigueur) sur la contrainte extérieure subie par ses principaux partenaires.

Dès lors, on pourra montrer que si une politique de relance de la demande est difficilement praticable dans une économie soumise à une contrainte extérieure globale - dans ses dimensions à la fois commerciale, monétaire et financière -, elle reste cependant envisageable pour des économies qui ne sont soumises qu'à une contrainte extérieure partielle (aux États-Unis, par exemple). On mettra également en évidence les effets bénéfiques de la relance des uns sur la demande adressée aux autres. Surtout, on montrera que ces politiques sont généralisables : une relance concertée est un jeu coopératif à somme positive qui peut bénéficier à chacun des partenaires. Inversement, si les politiques de l'offre contribuent à alléger la contrainte extérieure des pays qui les mettent en œuvre, c'est généralement au détriment de l'activité économique des autres pays. Elles ne sont donc pas généralisables, sous peine d'entraîner l'économie mondiale dans la déflation. Elles reposent sur un jeu non coopératif à somme nulle : ce qui est gagné par les uns est forcément perdu par les autres. Vous pouvez vous entraîner sur un sujet proche posé à l'ENA : « Mondialisation et politique économique ».

Une bonne problématique est également actuelle. Elle prend en considération l'état le plus récent du débat théorique et des données empiriques, tout en les mettant en perspective dans le temps et dans l'espace. À l'inverse une problématique « datée » risque d'être dépassée. (...)

Une bonne problématique, enfin, est féconde. Elle fait ressortir la complexité des problèmes derrière des formulations qui pourraient paraître simples au premier abord. (...)

• Comment problématiser ?

L'élaboration d'une problématique est la marque personnelle du candidat sur le sujet. Rien ne saurait donc ici suppléer l'intelligence, l'ingéniosité, la subtilité de la démarche personnelle engagée par chacun. En conséquence, il est hors de question de fournir une méthodologie dont l'application scrupuleuse permettrait, à tout coup, de formuler une problématique pertinente. Tout juste peut-on baliser le cheminement qui mène de l'analyse du sujet à la problématique et proposer quelques exemples de problématisation.

Problématiser, on l'a vu, consiste à faire émerger des problèmes et à tenter de les résoudre. Ce travail est plus ou

moins complexe selon la nature du sujet. Certains énoncés comportent déjà une problématique explicitement formulée. Il restera simplement à spécifier la question et à déterminer les sous-problèmes qu'elle induit. Le sujet : « L'investissement est-il un facteur d'emploi ? » suggère déjà un certain type de réponse : d'un certain point de vue, oui ; d'un autre point de vue, peut-être pas. Il reste cependant à spécifier ces deux points de vue a priori antagonistes. On pourra s'appuyer sur les différentes dimensions de la notion d'investissement. En effet, si les investissements de capacité exercent un effet positif sur l'emploi, en revanche, les investissements de productivité ont des effets plus contrastés : ils détruisent des emplois à court terme tout en contribuant éventuellement à créer de nouveaux emplois dans le long terme. L'influence globale de l'investissement sur l'emploi à un moment donné dépend donc de sa structure : il est un facteur de création d'emplois lorsque les investissements de capacité l'emportent sur les investissements de productivité.

D'autres sujets comportent une problématique implicite. C'est le cas, on le sait, des sujets dont les termes sont reliés par la conjonction de coordination « et ». Tout en laissant une marge de liberté aux candidats pour reformuler la question, ils imposent une contrainte stricte : il s'agit de discuter la nature des relations entre les deux notions figurant dans l'énoncé. Dans certains cas, c'est l'existence même de la relation qui devra être questionnée : existe-t-il une dépendance, une corrélation entre les notions figurant dans l'énoncé ? Le sujet « Inflation et chômage » peut ainsi être reformulé de la manière suivante : existe-t-il une corrélation statistique entre inflation et chômage ? Les éléments de réponse seront de deux ordres : sur le plan empirique, les données apparaissent contradictoires selon les périodes étudiées ; sur le plan théorique, alors que la théorie keynésienne a longtemps mis en avant l'existence d'un arbitrage entre inflation et chômage, les monétaristes et « nouveaux classiques » ont, au contraire, toujours insisté sur l'indépendance des deux phénomènes dans le long terme.

Dans d'autres cas, l'existence même de la relation statistique n'est pas contestée ; il s'agit avant tout de l'expliquer. « Monnaie et inflation » signifie : comment expliquer l'existence d'une corrélation positive entre la croissance de la masse monétaire et le niveau de l'inflation ? Est-ce la variation de la masse monétaire qui explique l'évolution de l'inflation ou, au contraire, celle des prix qui explique la croissance de la masse monétaire ? On sait que la réponse à cette question dépend, sur le plan théorique, des hypothèses que l'on fait sur le caractère exogène ou endogène de la création monétaire. Dans le même temps, les résultats des tests économétriques font apparaître, tantôt une antériorité de la création de la masse monétaire sur la variation des prix, tantôt l'inverse.

Ce sont les sujets « ouverts » proches de la question de cours qui laissent la plus grande liberté au candidat pour élaborer sa problématique. Mais ce sont aussi les sujets qui sont les plus difficiles à problématiser. (...)

Pour nous résumer, problématiser, c'est finalement créer un espace de discussion : le concept revêt plusieurs acceptions, « les faits sont polémiques », les grilles de lecture opposées, etc. Bref, problématiser revient toujours à passer de l'un au multiple, du simple au complexe, à créer du jeu pour faire naître des enjeux. À partir de là, on peut privilégier quatre clés d'entrée dans la problématique qui ne sont d'ailleurs pas exclusives :

- faire apparaître un méta-problème : s'interroger sur la pertinence même de la question sous la forme où elle est posée, en interroger les présupposés ;
- passer du singulier au pluriel : jouer sur la polysémie des concepts ou sur leur caractère pluridimensionnels pour faire ressortir l'hétérogénéité du phénomène à étudier ;
- mettre en évidence un paradoxe : par exemple, l'existence d'un fait robuste en contradiction apparente avec les implications de la théorie économique ;
- faire ressortir une ou plusieurs oppositions : entre théories, entre faits, entre faits et théories.

Extraits de « La dissertation économique aux concours », Jean ETIENNE et René REVOL, Cursus, Armand Colin (3e édition), 2008.